



Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République Française
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

Montceau les Mines, le 18 Mars 2019

Monsieur le Président de la République,

Il nous paraît utile de vous tenir au courant du résultat de la démarche que nous avons entreprise auprès de vous, lors de votre venue à Autun. Madame Jarrot, Présidente du Conseil de Surveillance de l'hôpital de Montceau les Mines, vous a remis en mains propres notre lettre vous exprimant notre volonté de dialogue avec le Directeur de l'ARS de Bourgogne Franche-Comté.

Nous avons reçu le vendredi 15 mars 2019 un courrier de la chef de cabinet de Madame Buzyn nous informant que vous lui avez transmis notre courrier dont " elle a pris connaissance avec attention ". Pour au final "signaler notre démarche au Directeur Général de l'ARS de Bourgogne Franche-Comté".

Directeur que nous avons rencontré jeudi 14 mars accompagné des Maires de Montceau les Mines, Saint Vallier, Sanvignes et Blanzay. La boucle est bouclée. Sans résultat positif pour notre centre hospitalier.

Le Directeur a refusé le débat, "refusé de regarder dans le rétroviseur " pour reprendre ses propres termes, refusé de prendre en compte la sociologie de notre bassin de vie et de ses besoins en matière d'offre de chirurgie de premier recours, refusé d'argumenter son obstination à dire non au retour à une activité chirurgicale de première nécessité.

Monsieur Pribile s'est réfugié derrière les orientations gouvernementales du plan Ma santé cap 2022 et particulièrement au contenu des missions de l'hôpital de proximité qui exclut toute chirurgie et où, même les urgences sont optionnelles.

Monsieur le Président, ce sera notre proposition au grand débat, nous vous demandons de revoir le contenu du label "hôpital de proximité " et d'y inclure l'offre chirurgicale de premier recours.

Monsieur le Président, au-delà de notre situation locale, c'est tout le maillage de notre système de santé qui est en train de s'effondrer. Les fermetures massives des maternités et les accidents qu'elles génèrent, le traitement des patients aux urgences rendu souvent inhumain par leur engorgement et le manque criant de moyens sont là pour nous le rappeler.

Monsieur le Président il est grand temps de prendre en compte l'avis des professionnels de santé confrontés à la réalité du terrain, d'associer les représentants des usagers à l'élaboration des projets des établissements qui doivent correspondre aux attentes des populations et particulièrement de celles qui sont socialement fragiles.

Dans l'espoir d'une réponse directe,

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sentiments citoyens.

Michel PRIEUR
Président du Codef